

Microcredit et inclusion financière en Algérie: Une étude d'impact

Microcredit and financial inclusion in Algeria: An impact study

HADEFI Abdelkrim Zoheir, Sidi-Bel-Abbes (Algérie), ecozoheiro@gmail.com

BENSAID Mohamed, Université Sidi-Bel-Abbes, (Algérie), bensaidmohamed@yahoo.fr

Received: 30/04/2019

Accepted: 14/06/2019

Résumé

La présente étude cherche à savoir comment le micro crédit stimule le degré d'inclusion financière dans les économies émergentes, en tant que mécanisme de croissance économique et de réduction de la pauvreté et des inégalités d'accès au financement, et en particulier en Algérie en prenant l'exemple de l'agence nationale de gestion de microcrédit et en se basant sur une enquête auprès de 150 bénéficiaires de ce type de financement au niveau de la wilaya de Mascara. D'après les résultats on constate l'existence d'une forte corrélation entre le microcrédit et l'indicateur d'inclusion financière, on constate aussi que le microcrédit a amélioré l'indicateur proxy d'inclusion financière des bénéficiaires dans le cadre du programme ANGEM d'un taux de 37.9%.

Mot-clés: Microcrédit, programme publique, inclusion financière, Algérie.

Classification JEL: G21, A12, C40

Abstract

This study examines how micro-credit stimulates the degree of financial inclusion in emerging economies, as a mechanism for economic growth and the reduction of poverty and the inequalities of access to finance, particularly in Algeria, using the example of the National Microcredit Management Agency and based on a survey of 150 beneficiaries of this type of financing in the wilaya of Mascara. According to the results, there is a strong correlation between microcredit and the financial inclusion indicator, microcredit has also improved the indicator of financial inclusion of beneficiaries under the ANGEM programme by 37.9%.

Key-words: Microcrédit, public program, financial inclusion, Algeria.

JEL classification: G21, A12, C40

Introduction

En dépit de la croissance considérable des services de micro finance dans le monde entier au cours des trois dernières décennies, l'impact de ces services sur l'inclusion financière n'est pas bien compris. En effet, la taille de l'industrie de la micro finance en terme de microcrédits accordés aux ménages et aux particuliers est estimé à plus de 80 milliards de dollars. Avec plus de 90 millions de clients (Roodman, D., 2013) De plus, au cours des dernières années, la définition de la micro finance s'est développée pour inclure une large gamme de produits englobant l'épargne, les transferts de fonds, et l'assurance pour les personnes exclus par les régimes de retraite traditionnels, principalement dans les économies émergentes (Khavul, 2010). Pourtant, il n'est toujours pas clair si cette énorme panoplie de services atteint son objectif premier, qui est de permettre aux pauvres, dont beaucoup vivent avec moins de 2 \$US par jour (Cruz, 2015), de démarrer ou développer leur entreprise (Phan, 2009).

Le concept moderne de micro finance a émergé dans les années 70 lorsque Muhammad Yunus a créé la Grameen Bank, une institution qui a été à la fois l'étincelle et le modèle pour de nombreuses autres institutions d'inclusion financière. Pourtant, depuis sa création, beaucoup ont commencé à critiquer le fait que la micro finance réussisse ou non à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés. Les institutions de micro finance prétendent donner aux pauvres un moyen pour sortir de la pauvreté en leur fournissant simplement des capitaux qu'ils n'auraient peut-être pas pu obtenir autrement. En outre, d'autres institutions prétendent être un outil puissant pour l'inclusion financière, cet objectif a également été remis en question.

L'exclusion financière peut être allégée par des interventions politiques adaptées à chaque pays et par les interventions des organismes internationaux. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies (OMD) est un exemple d'intervention internationale, tandis que l'agence nationale de gestion de microcrédit est un exemple d'intervention nationale en Algérie. Cet article constitue une ébauche pour traiter ce problème clé, dans le but de semer les graines des recherches futures dans cet important domaine qui relie l'inclusion financière et le microcrédit, en premier lieu nous allons éclaircir à travers la revue de littératures les approches et des débats théoriques qui étudie l'impact scioocio-économique engendé par la microfinance.

On aura recours dans la deuxième partie à une analyse descriptive afin de cerner le cadre quantifiable de notre problématique. Enfin nous allons se baser sur un modèle d'analyse de variance pour quantifier la corrélation existante entre les variables d'étude.

I. Microfinance et inclusion financière: définitions et revue de littérature

Il n'y a pas un consensus universel sur ce qu'est l'inclusion financière mais il existe de différents points de vue sur ce qu'elle signifie et ce qu'elle implique, comme le montre la littérature disponible. Les différences de définition découlent du contexte dans lequel elle est utilisée, de la situation géographique et de l'état de développement économique de la région. Divers chercheurs ont tenté de la définir et d'en définir les composantes. D'autres la définissent en précisant ce qu'elle n'est pas, c'est-à-dire l'exclusion financière. En générale l'inclusion financière est le processus qui consiste à garantir l'accès aux produits et services financiers appropriés dont ont besoin toutes les strates de la société, en particulier les groupes vulnérables tels que les groupes à faible revenu, l'inclusion financière est régie par un coût d'accès abordable et équitable (Aduda, 2012).

Pour cela des études ont montré que l'un des moyens d'éradiquer la pauvreté et les inégalités consiste à développer les capacités du secteur financier et de le rendre disponible et accessible à tous les agents économiques, les services financiers sont donc d'une importance capitale dans toute économie (Schumpeter, 1911).

A émis l'hypothèse que le principal rôle que joue le secteur bancaire est de fournir des liquidités qui permettent d'accroître les investissements dans le secteur productif, les services financiers sont capables de répartir plus équitablement les opportunités aux ménages les plus pauvres et aux régions géographiques économiquement défavorisées. (Diamond, 1983)

Dans le même sens la micro finance représente une stratégie d'intervention qui vise à surmonter les frictions du marché qui les empêchent d'agir en faveur des pauvres et des défavorisés. Le microcrédit offre des solutions progressives et complémentaires pour lutter contre l'exclusion financière, la pauvreté et pour promouvoir un développement inclusif et atteindre les objectifs du millénaire (Chibba, 2009). Elle vise à inclure la population non bancarisée dans le système financier, de sorte qu'elle a la possibilité d'accéder au système financier formel, allant de l'épargne, des paiements et des transferts au crédit et à l'assurance.

Selon les Nations Unies, 2,7 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des services financiers formels comme les comptes d'épargne, le crédit, l'assurance et les services de paiement (Ehrbeck, 2012). Bien que ce problème soit universel, la personne financièrement exclue est le plus souvent le citoyen de niveau de vie moyen d'un pays en développement, comme le note (Chibba, 2009). Les recherches confirment qu'un grand nombre de ménages dans la plupart des pays d'Afrique sont financièrement exclus. En Afrique subsaharienne, 80 pour cent de la population adulte, soit 325 millions de personnes, reste financièrement exclue (Chaia, A., Dalal, A., Goland, T., Gonzalez, M. J., Morduch, J., & Schiff, R., 2009).

Les études existantes n'ont pas été en mesure de démontrer une diminution de l'exclusion financière chez les personnes qui reçoivent les microcrédits, par rapport à un ensemble apparié d'emprunteurs qui n'ont pas bénéficié de ces prêts. Une étude importante (Banerjee, 2015) a montré que les investissements des entreprises et les bénéfices des entreprises préexistantes ont permis l'augmentation de la présence de microcrédits, mais la consommation du bénéficiaire n'a pas été augmentée de manière significative. Entre-temps, d'autres études ont montré que l'accès à la micro finance augmente le taux d'épargne des pauvres par rapport à ceux qui n'y ont pas accès, ce qui représente une amélioration de l'indicateur d'inclusion financière, et cela a amélioré leur niveau de vie (Dupas, 2013). Les faits suggèrent qu'en dépit des milliards prêtés par les institutions de micro finance à travers le monde, ses effets sur les emprunteurs ne sont pas toujours positifs (Bruton, 2015).

Dans ce sens plusieurs études empiriques confirment l'existence de différents impacts engendrés par le microcrédit, on cite à titre d'exemple: L'analyse de quatre programmes en Bolivie montre que les actifs et les revenus qui constituent une grande partie du niveau de vie des ménages réduisent proportionnellement les niveaux initiaux d'exclusion financière, mais aussi que les services des institutions de micro finance peuvent accroître la vulnérabilité si les emprunteurs exagèrent ce qui engendre un effet de massue (Mosley, 2001).

Contrairement à l'étude précédente (Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S., 2001) Constatent que les emprunteurs qui ont pu obtenir deux prêts ont enregistré une forte croissance des bénéfices et du revenu du ménage par rapport à un échantillon de contrôle (étude randomisée), mais les

emprunteurs qui ne se sont jamais qualifiés pour le second prêt étaient en pire situation.

Construit un modèle théorique pour analyser le compromis économique entre les rendements futurs de la scolarité et le retour actuel au travail des enfants dans les entreprises familiales guatémaltèques. Il constate que dans certains états, le microcrédit augmente la probabilité que les enfants vont à l'école; cependant, pendant certains états d'aléa moral, le coût de la scolarité peut dépasser les avantages du travail des enfants. (Wydict, 1999)

En Algérie une étude sur l'impact de la micro finance sur le niveau de vie des ménages en prenant en compte une partie qui comporte trois questions sur l'inclusion financière révèle un impact positif sur le taux de bancarisation, le taux d'épargne et implicitement sur l'indicateur d'inclusion financière (HADEFI, 2016).

Cependant, d'autres études d'évaluation d'impact ne parviennent pas à trouver des impacts significatifs. Dans son évaluation des institutions de micro finance thaïlandaises (Coleman, 2006) constate que les estimations «naïves» de l'impact qui ne parviennent pas à contrôler l'auto sélection qui représente le problème primordial de la théorie de répression financière et la mise en place de programmes endogènes (stochastique) surestiment significativement les impacts du programme.

II. Méthodologie

Examine la question des méthodes optimales d'évaluation de l'impact en examinant et en comparant quatre systèmes d'évaluation des institutions de micro finance, grâce à cette analyse, ils suggèrent des nouvelles méthodes pour améliorer les approches d'évaluation existantes, qui combinent entre les différentes approches. (Hyman, E. L., & Dearden, K., 1998)

En général les études d'impact sont généralement mesurés par deux méthodes; les méthodes d'évaluations macroéconomiques repris par les instances internationales comme la banque mondiale et les institutions de micro finance eux-mêmes, ainsi que les méthodes randomisées et contrôlées qui consistent à examiner l'effet micro économique engendré, tels que l'impact sur le bien-être, l'inclusion financière,....etc.

1.1.Sources de données

Afin de vérifier les approches théoriques citées précédemment, une enquête a été réalisée auprès des chefs de ménages anciens bénéficiaires de

microcrédit ANGEM (plus de 3 ans) durant la période allant de Mars à la fin d'Avril 2015.

L'enquête est basée sur une étude menée par (HADEFI, 2016). Elle est destinée à savoir si les ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM ressentent vraiment une amélioration de leur niveau de vie, cette étude cherche à identifier la relation entre le microcrédit et le niveau de vie des ménages comme un indicateur microéconomique, cette enquête est formulée sur la base de deux modèles d'enquêtes le premier s'intitule « LSMS » (Livings Santard Mesurement Survey) réalisé par la banque mondiale et le deuxième modèle d'enquête réalisé par l'office nationale des statistiques algérien en 2011 sur le niveau de vie des ménages algériens, on ajoutant une partie qui mesure le degré d'inclusion financière, cette partie comporte des questions sur la possession d'un compte bancaire afin de savoir si le microcrédit a amplifié l'épargne chez les bénéficiaires ainsi que deux questions sur la part d'épargne et le remboursement du micro-crédit.

L'enquête est analysée par des données de panel collectées auprès d'un échantillon de 150 bénéficiaires du dispositif ANGEM dans la wilaya de Mascara.

Une autre base de données sur l'inclusion financière réalisée par la banque mondiale en Algérie en 2017 a été utilisée afin d'estimer le taux d'inclusion financière d'un échantillon de 1016 personnes.

Le questionnaire sur l'inclusion financière a été conçu par la banque mondiale, en collaboration avec un conseil consultatif technique composé de représentants des principaux pays membres et des universitaires, des praticiens et des décideurs dans le domaine de l'inclusion financière.

Le questionnaire contient des items sur le remboursement des crédits, l'épargne informelle ou d'une personne extérieure à la famille, les envois de fonds nationaux et les paiements agricoles, ces derniers ne sont demandés que dans les économies en développement et dans quelques autres pays sélectionnés (Development Research Group, 2018).

1.2. Structure du questionnaire

L'enquête est structurée de la façon suivante: le questionnaire englobe 79 items formulés en sept parties:

- a. La première partie représente les caractéristiques sociodémographiques des bénéficiaires et de leurs ménages.
- b. La deuxième partie représente l'indicateur d'inclusion financière

- c. La troisième partie regroupe l'ensemble des questions sur les dépenses de consommation alimentaire.
- d. La quatrième partie regroupe l'ensemble des questions liées aux dépenses de consommation alimentaire et les dépenses de consommation non alimentaire.
- e. La cinquième partie regroupe l'ensemble des questions liées à la qualité de vie améliorée à l'aide du microcrédit ou bien de l'activité issue de ce dernier.
- f. La sixième partie regroupe l'ensemble des questions liées aux possessions d'actifs et à la pérennité des entreprises.
- g. La septième partie regroupe une question liée à l'avis subjectif des bénéficiaires sur leurs perceptions de l'impact du microcrédit sur le niveau de vie de leurs ménages.

1.3. Codage des questions

Le codage consiste à donner un nombre à chaque réponse ou catégorie de réponses pour une question donnée. Le logiciel utilisé pour l'analyse de l'enquête est le SPSS version 25.

III. Résultats et discussion

1. Inclusion financière et microcrédit en Algérie, cadrage macro-économique

1.1. État de l'inclusion financière en Algérie

L'inclusion financière, telle qu'elle est définie dans le présent document; est la facilité d'accès à la source de financement, de paiement et de la disponibilité et l'accessibilité des institutions financières avec l'utilisation d'un système financier formel par tous les agents économiques.

Ce document propose un indice d'inclusion financière multidimensionnel, qui englobe les deux entités du marché bancaire; l'offre qui représente le financement par ces diverses facettes et la demande de financement.

L'indice d'inclusion financière multidimensionnel peut être utilisé pour comparer les niveaux d'inclusion financière dans toutes les économies à un moment donné.

IL peut également être utilisé pour suivre les progrès des initiatives politiques en faveur de l'inclusion financière sur une certaine période de temps.

D'après les deux tableaux suivants, on constate que la majorité des enquêtés ne possèdent pas une carte de paiement soit un pourcentage de 74% de la totalité des répondants, ainsi que 92, 1% de l'échantillon étudié ne

possèdent pas une carte de crédit ; ces données peuvent être interprétées par le fait que le système financier en Algérie est limité en matière d'innovation financière, d'autre part ce taux élevé d'exclusion financière amplifie de plus en plus la part des transactions informelles.

T1 Possession d'une carte de paiement					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	247	24,3	24,3	24,3
	Non	752	74,0	74,0	98,3
	Sans	13	1,3	1,3	99,6
	manquantes	4	,4	,4	100,0
	Total	1016	100,0	100,0	

Source: Elaboré à partir (Development Research Group, 2018) via SPSS v.25

T2 Possession d'une carte de crédit					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	41	4,0	4,0	4,0
	Non	936	92,1	92,1	96,2
	Sans	34	3,3	3,3	99,5
	manquantes	5	,5	,5	100,0
	Total	1016	100,0	100,0	

Source: Elaboré à partir (Development Research Group, 2018) via SPSS v.25

Afin de trouver les causes réelles de l'exclusion financière en Algérie, un croisement de variables est indispensable ; d'une part entre le degré de la pauvreté et les deux formes d'exclusion financière et d'autre part entre le statut d'occupation qui représente l'indice d'inclusion dans le marché du travail et les deux formes d'exclusion financière.

D'après les deux tableaux suivants on constate que le niveau de vie est corrélé positivement avec la possession d'une carte de paiement et la possession d'une carte de crédit, plus le revenu augmente, l'indice d'inclusion financière accroît.

T3 Tableau croisé					
				Possession d'une carte de paiement	
				oui	non
				Sans	manquantes
				Total	

Revenue par ménage	En extrême pauvreté 20%	30	129	3	1	163
	Deuxième quantile 20%	37	149	4	1	191
	Quantile moyen 20%	41	148	0	0	189
	Quatrième quantile 20%	60	145	3	1	209
	Classe riche 20%	79	181	3	1	264
Total		247	752	13	4	1016

Source: Elaboré à partir (Development Research Group, 2018) via SPSS v.25

T4Tableau croisé						
Revenue par ménage		Possession d'une carte de crédit				Total
		oui	non	Sans	manquantes	
	En extrême pauvreté 20%	7	145	9	2	163
	Deuxième quantile 20%	8	180	2	1	191
	Quantile moyen 20%	5	179	5	0	189
	Quatrième quantile 20%	11	190	6	2	209
	Classe riche 20%	10	242	12	0	264
Total		41	936	34	5	1016

Source: Elaboré à partir (Development Research Group, 2018) via SPSS v.25
D'après les deux tableaux suivants, on constate que l'indice d'inclusion financière est corrélé positivement avec l'inclusion dans le marché du travail, les personnes actives sont plus inclus dans le marché financier.

T5Tableau croisé						
Fait partie de la population active		Possession d'une carte de paiement				Total
		oui	non	sans	manquante s	
	En chômage	62	408	10	2	482
	actif	185	344	3	2	534
Total		247	752	13	4	1016

Source: Elaboré à partir (Development Research Group, 2018) via SPSS v.25

T6Tableau croisé		
	Possession d'une carte de crédit	Total

		oui	Non	sans	manquantes	
Fait partie de la population active	En chômage	12	448	20	2	482
	actif	29	488	14	3	534
Total		41	936	34	5	1016

Source: Elaboré à partir (Development Research Group, 2018) via SPSS v.25

1.2. Déploiement de la micro finance en Algérie

Une étude d'impact nécessite un cadrage macroéconomique qui englobe l'ensemble des agrégats à l'échelle institutionnel, pour la présente étude et d'après les données produites par l'ANGEM arrêté au 31 Mars 2018, les crédits octroyé sont réparties sur sept secteur d'activité avec la grande part pour les TPI soit un pourcentage de 39.05%, en deuxième degré on constatent le secteur de service et en troisième le secteur de l'artisanat, l'omniprésence de ces trois secteurs est argumenter par le fait que ces activités n'exigent pas un financement lourd contrairement aux autres activités.

Pour le nombre de bénéficiaires on enregistre un chiffre de 834270, la grande part est octroyé aux femmes avec un pourcentage de 62.98%, ce chiffre est argumenter par le fait que la politique de l'état de microcrédit stimule l'atténuation des inégalités entre femme et homme en matière de financement et de création d'entreprises, la figure n°01 récapitule le bilan générale des services financiers octroyé par l'ANGEM.

Figure 1: « Bilan cumulé des services financiers au 31 Mars 2018 »

BILAN CUMULÉ DES SERVICES FINANCIERS
AU 31 MARS 2018

1. Répartition des crédits octroyés par type de financement		
Type de financement	Nombre de crédits	Part par programme
Financement Achat de Matières Premières	753 326	90.30%
Financement triangulaire « ANGEM-Banque-promoteur »	80 944	9.70%
Total	834 270	100%

2. Répartition des crédits octroyés par genre		
Genre	Nombre	Part(%)
Femmes	525 386	62.98%
Hommes	308 884	37.02%
Total	834 270	100%

3. Répartition des crédits octroyés par secteur d'activités		
Secteurs d'activités	Nombre de prêts octroyés	Part (%)
Agriculture	116 047	13.91%
TPI	325 762	39.05%
BTP	70 988	8.51%
Services	170 873	20.48%
Artisanat	146 305	17.54%
Commerce	3 497	0.42%
Pêche	798	0.10%
Total	834 270	100.00%

4. Répartition des crédits octroyés par tranche d'âge		
Tranche d'âge	Nombre	Part(%)
18 - 29 ans	304 349	36.48%
30 - 39 ans	262 494	31.46%
40 - 49 ans	150 603	18.05%
50 - 59 ans	84 436	10.12%
60 et plus	22 388	2.68%
Total	834 270	100.00%

5. Répartition des crédits octroyés par niveau d'instruction		
Niveau d'instruction	Nombre	Part(%)
Sans niveau	134 262	16.09%
Alphabétisé	12 945	1.55%
Primaire	126 229	15.13%
Moyen	415 634	49.82%
Secondaire	111 641	13.38%
Universitaire	33 559	4.02%
Total	834 270	100.00%

6. Bilan des financements des catégories spécifiques			
Catégories	Nombre		
	Femmes	Hommes	Total
Handicapés	549	973	1 522
Ex-détenu	63	1 678	1 741
Victimes de la tragédie nationale	171	223	394
Candidate à l'émigration clandestine	9	86	95
Personnes atteintes du VIH/Sida	61	2	63
Personnes rapatriées	1	769	770
Total	854	3 731	4 585

Source (Ministère de la solidarité nationale, 2002)

2. Etude d'impact

2.1. Analyse descriptive

La présente étude cherche à savoir l'impact du microcrédit sur l'inclusion par le biais de l'enquête sur le niveau de vie des ménagesbénéficiaires de ce type de financement, pour cela une analyse descriptive est essentiel pour cerné les variables explicatives et les variables à expliquer.

<i>T7Niveau d'étude atteint</i>			
Valide		Effectifs	Pourcentage
	Pas d'études	10	6,7
	Etudes primaires	20	13,3
	Etudes moyennes	76	50,7
	Etudes secondaires	34	22,7
	Etudes Universitaires	10	6,7
	Total	150	100,0

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS Vr25

L'analyse du tableau ci-dessus nous permet de constaté que 6.7% des personnes enquêtées sont des analphabètes, on constate aussi que 13.3% des personnes enquêtées ont poursuit des études primaires, mais aussi et d'une part seulement 6.7% des personnes enquêtées sont des universitaire et 22.7% ont poursuit des études secondaires et d'autre part 50.7% des personnes interviewées ont atteint le niveau d'étude moyen.

<i>T8Lieux de Résidence</i>			
Valide		Effectifs	Pourcentage
	Zone rurale	63	42,0
	Zone urbaine	87	58,0
	Total	150	100,0

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS Vr25

L'analyse du tableau nous indique que 42% seulement des personnes enquêtées résident dans une zone rurale, et la majorité 58% des personnes enquêtées soit 87 personnes résident dans une zone urbaine, ce résultat peut être dû au problème de la proximité de l'agence ANGEM.

<i>T9 Secteur d'activité</i>					
Valide		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
	L'agriculture	1	,7	,7	,7
	L'industrie	1	,7	,7	1,3
	Le commerce	18	12,0	12,0	13,3
	L'artisanat	113	75,3	75,3	88,7
	Travaux publics	2	1,3	1,3	90,0

L'élevage	1	,7	,7	90,7
Les services	14	9,3	9,3	100,0
Total	150	100,0	100,0	

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS V25

L'analyse du tableau nous démontre que 75.3% des personnes enquêtées possèdent une carte d'artisan, ce fort pourcentage est due peut-être au montant du microcrédit qui conviens aux besoins financiers des Artisans, le deuxième secteur représenté est le commerce avec 12%, le troisième est le secteur des services avec 9.3%, le secteur des travaux public regroupe que 2 personnes, les autres secteurs ne représente que 0.7% du totale des personne interviewées

2.2. Analyse de la variance: résultats et interprétation

L'analyse de régression et implicitement l'analyse de la variance nous permet de savoir l'existence de relation entre la variable indépendante; dans notre cas c'est le montant du crédit et la variable dépendante qui est l'indicateur proxy d'inclusion financière qui représente la somme de l'analyse factorielle des trois questions, avant d'entamer l'analyse de régression linéaire on a appliqué la réduction des dimensions de l'ensemble des questions qui forme la deuxième partie.

Cette partie d'analyse se focalise sur l'étude des relations entre les variables de recherche et surtout sur le lien entre la variable montant du prêt et l'indicateur d'inclusion financière déjà citée (le type de corrélation) et d'autre part la relation entre la variable montant du crédit et l'indicateur d'inclusion financière (degré de corrélation).

Donc, il s'agit, plus précisément, de vérifier notre hypothèse suggérée précédemment, notre hypothèse est:

Hypothèse: l'accès aux microcrédits amplifie le niveau d'inclusion financière des clients de l'ANGEM.

Nous souhaitons tester l'hypothèse nulle: $H_0 : \rho(X, Y) = 0$

Contre l'hypothèse alternative: $H_1 : \rho(X, Y) \neq 0$

Où
$$\rho(X, Y) = \frac{\text{Cov}(X, Y)}{\sqrt{\text{Var}[X]\text{Var}[Y]}}$$

Avec $\text{Cov}(X, Y) = E[XY] - E[X]E[Y] = \text{Cov}(Y, X)$

L'interprétation du test de régression se fait par : l'intensité de la relation par le recours au calcul du coefficient de corrélation linéaire R, la significativité de la relation et de la qualité de l'ajustement des variables dont les indicateurs sont le coefficient de détermination linéaire (Sig).

En fait, il synthétise la capacité de la droite de régression à représenter l'ensemble du nuage de points des valeurs observées.

Pour cela on constate:

Ho: le cas où il n'existe pas un impact du microcrédit sur l'inclusion financière des clients.

H1: le cas où il existe un impact du microcrédit sur l'inclusion financière des clients.

Si le (Sig) est inférieur à 0.05 on retient H1 et on refuse Ho, mais si le (Sig) est supérieur à 0.05 on retient Ho et on refuse H1

Selon le tableau (T 10) le (sig) est de 0,000^b ce qui est inférieur à 0.05 alors on retient H1 et on refuse H0. ce qui reflète la validation de notre hypothèse.

T10 ANOVA ^a						
Modèle		Somme des carrés	ddl	Moyenne des carrés	D	Sig.
1	Régression	21,451	1	21,451	24,890	,000 ^b
	Résidu	127,549	148	,862		
	Total	149,000	149			
a. Variable dépendante : indicateur proxy d'inclusion financière						
b. Valeurs prédites: (constantes), Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré le degré d'inclusion financière de votre ménage?						

Réalisé par les auteurs à l'aide de SPSS Vr25

T11 Récapitulatif des modèles				
Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,379 ^a	,144	,138	,92834283
a. Valeurs prédites: (constantes), Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré le degré d'inclusion financière de votre ménage?				
b. Variable dépendante : indicateur proxy d'inclusion financière				

Réalisé par les auteurs à l'aide d'SPSS Vr25

Le tableau ci-dessus, nous indique que le R est à 0.379 ce qui signifie que le microcrédit a amélioré l'indicateur proxy d'inclusion financière des bénéficiaires de microcredit dans le cadre du programme ANGEM d'un taux de 37.9%.

Conclusion

la micro finance n'est plus qu'un concept mythique, en fait elle est devenu un nouveau paradigme qui représente une nouvelle technique d'insertion des pauvres et des exclus du système bancaire classique, l'organisation de la micro finance peut être vue comme une méthode très efficace pour alléger l'asymétrie d'information elle est considérée comme l'étendu réel de

l'approche par capacités, car elle renforce les fonctionnements des bénéficiaires ce qui crée plus d'opportunités pour ces derniers.

La promotion d'un système financier inclusif est considérée comme une priorité politique dans de nombreux pays en voie de développement ; en particulier en Algérie qui a mis en place une agence spécialisée dans le déploiement de la micro finance, bien que l'importance de l'inclusion financière soit largement reconnue, sa mesure reste ambiguë à cause de l'insuffisance des recherches ainsi que les méthodes employées pour y parvenir à des résultats fiables qui sont basées sur des micro données.

Le présent document tente de combler cette lacune sur la base d'un indice d'inclusion financière multidimensionnel qui reflète le faible degré d'inclusion financière en Algérie, qui calculé à 74% de non possession d'une carte de paiement et de 92,1% de non possession d'une carte de crédit.

Selon la présente étude on constate que la majorité des bénéficiaires trouvent que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier a amélioré le niveau de vie de leurs ménages et implicitement leur niveau d'inclusion financière, mais d'autre part on enregistre que l'effet du microcrédit dans les zones rurales n'est pas semblable à l'effet constaté dans les zones urbaines.

Bibliographie

- Afrane, S. (2002). Impact assessment of microfinance interventions in Ghana and South Africa: A synthesis of major impacts and lessons. *Journal of microfinance/ESR Review*, 4(1), 4.
- Ahlstrom, D. &. (2014). Entrepreneurship in China: an overview. *International Small Business Journal*, 32(6), 610-618.
- Armendariz, B. &. (2007). *The Economics of Microfinance*. . Massachusetts Institute of Technology.
- Banerjee, A. D. (2015). The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 22-53.
- Bolnick, B. R., & Nelson, E. R. (1990). Evaluating the economic impact of a special credit programme: KIK/KMKP in Indonesia. *The Journal of Development Studies*, 26(2), 299-312.
- Bruton, G. K. (2015). New financial alternatives in seeding entrepreneurship: Microfinance, crowdfunding, and peer-to-peer innovations. . *Entrepreneurship Theory and Practice*, 39(1), 9-26.

- Coleman, B. E. (2006). Microfinance in Northeast Thailand: Who benefits and how much? *World development*, 34(9), 1612-1638.
- Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S. . (2001). Assessing the impact of microcredit: A Zambian case study. *Journal of Development Studies*, 37(4), 81-100.
- Cruz, M. F. (2015). *Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity*. Banque mondiale.
- Development Research Group, F. a.-W. (2018, Oct 31). Global Financial Inclusion (Global Findex) Database 2017. World.
- Dupas, P. &. (2013). Savings constraints and microenterprise development: Evidence from a field experiment in Kenya. *American Economic Journal: Applied Economics*, 5(1), 163-92.
- Goetz, A. M., & Gupta, R. S. (1996). Who takes the credit? Gender, power, and control over loan use in rural credit programs in Bangladesh.). *World development*, 24, 45-63.
- HADEFI, A. Z. (2016). *Impact de la micro-finance sur le niveau de vie des Ménages (Cas d'étude wilaya de Mascara)*. Mascara, Algérie: Université de Mustapha Istambouli de Mascara.
- HADEFI, A. Z. (2016). *Impact de la micro-finance sur le niveau de vie des Ménages (Cas d'étude wilaya de Mascara)*. Maascara: Université de Mustapha Istambouli de Mascara.
- Hashemi, S. M., Schuler, S. R., & Riley, A. P. . (1996). Rural credit programs and women's empowerment in Bangladesh. . *World development*, 24(4), 635-653.
- Hulme, D. (2000). Impact assessment methodologies for microfinance: theory, experience and better practice. *World development*, 28(1), 79-98.
- Hyman, E. L., & Dearden, K. (1998). Comprehensive impact assessment systems for NGO microenterprise development programs. . *World Development*, 26(2), , 261-276.
- Kevane, M., & Wydick, B. (2001). Microenterprise lending to female entrepreneurs: sacrificing economic growth for poverty alleviation? *World development*, 29(7), 1225-1236.
- Khavul, S. (2010). Microfinance: creating opportunities for the poor? *Academy of management perspectives*, 24(3), 58-72.
- MAYOUX, L. (2013). Atteindre les femmes et les autonomiser: défis pour la microfinance. *Microfinance et Genre: Des nouvelles contributions pour une vieille question*, 35-39.

- Ministère de la solidarité nationale, d. l. (2002). *Agence nationale de gestion de Micro-crédit*. Consulté le 2018, sur Agence nationale de gestion de Micro-crédit: <https://www.angem.dz/home.php>
- Mosely, P., & Hulme, D. (1998). *Micro-enterprise Finance. Three Conflict between Growth and Poverty Alleviation*.
- Mosley, P. (2001). Microfinance and poverty in Bolivia. . *Journal of Development Studies*, 37(4), , 101-132.
- OIT. (2017). *Évaluation nationale du développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie, situation et recommandations*. Algérie: Bureau international du travail.
- Park, A., & Ren, C. (2001). Microfinance with Chinese characteristics. . *World Development*, 29(1), , 39-62.
- Phan, P. (2009). Entrepreneurship and Microfinance . *A Review and Research Agenda*.
- Pitt, M. M., & Khandker, S. R. (1998). The impact of group-based credit programs on poor households in Bangladesh: Does the gender of participants matter?. *Journal of political economy*, 106(5), 958-996.
- Roodman, D. (2012). *Due diligence: An impertinent inquiry into microfinance*. CGD Books.
- Roodman, D. (2013). Armageddon or adolescence? Making sense of microfinance's recent travails. pp. 13-40.
- Roodman, D. (2013.). Armageddon or adolescence? Making sense of microfinance's recent travails. In *Microfinance*. Springer, Berlin, Heidelberg., 3.0 (pp. 13-40).
- Schuler, S. R., & Hashemi, S. M. . (1994). Credit programs, women's empowerment, and contraceptive use in rural Bangladesh. *Studies in family planning*, 65-76.
- SMAHI, A. (2010). *Microfinance et pauvreté: quantification de la relation sur la population de Tlemcen (Doctoral dertation)*. Université de Tlemcen.
- Unies, N. (2006). *Construire des secteurs financiers accessibles à tous*.
- Woller, G., & Parsons, R. (2002). Assessing the community economic impact of microfinance institutions. . *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 7(2), 133.
- Wydick, B. (1999). The effect of microenterprise lending on child schooling in Guatemala. *Economic development and cultural change*, 47(4), 853-869.
- Yunus, M. (1999). The Grameen Bank. *Scientific American*, 281(5), 114-119.

